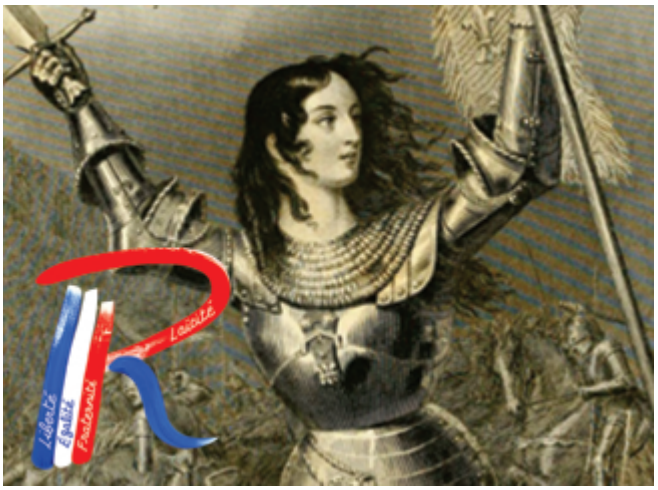
# Quel statut pour les magistrats ?

écrit par Maxime | 2 décembre 2016



Curieusement, je trouve, on parle peu du statut des magistrats.
J'ai l'impression que l'idée de les élire ne suscite guère d'enthousiasme même sur les sites patriotes.
Pourtant, tout le monde sait qu'aux Etats-Unis, la répression pénale est plus forte et efficace qu'en France, parce que les juges se sont engagés auprès des citoyens à mener un certain type de politique jurisprudentielle notamment et les gens, dans leur ensemble, aspirent à être protégés efficacement.
Il est urgent d'instaurer une responsabilité politique pour toute personne exerçant un pouvoir dans la sphère publique. Il faudrait même instaurer une possibilité de sanctionner un responsable politique par référendum lorsque ses agissements provoquent des remous dans la société, parce que sa décision est très controversée. Puisqu'on est en démocratie et en république, il serait normal qu'au dernier échelon, ce soit le peuple qui décide.
Là encore, je ne vois personne faire ce genre de proposition, me semble-t-il, ou alors je ne m'informe pas assez. J'ai parfois l'impression que les intellectuels n'osent pas franchir certains caps de la pensée ; pourtant on pourrait pratiquer le référendum de façon beaucoup moins marginale

qu’aujourd’hui et en renouveler les applications.
Mais pour ce faire, il faudrait :
– que les citoyens français sur le papier forment un ensemble assez cohérent et homogène. Il est douteux que ce soit le cas étant donné les difficultés d’assimilation de certaines populations ;
– que le niveau d’éducation soit assez élevé pour que le peuple soit conscient de la complexité des enjeux et apte à délibérer et décider conformément à ses valeurs.
L’ouverture des frontières, l’esprit « no borders » conduit ainsi à tout déconstruire et rendre le vivre ensemble inefficace. C’est la mort du peuple comme élément fondamental dans toute théorie politique. Les élites financières et politiques internationales l’ont bien compris, ce qui explique cet étonnant spectacle où gauchistes primaires et capitalistes forcenés se donnent la main pour que la dépossession du peuple soit non seulement économique mais politique.